LOGO DE LA CNSA**Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents de conseil départemental**

**Mesdames et Messieurs les Payeuses et Payeurs départementaux**

**La Directrice**

**Paris, le 21 septembre 2023**

**Julie Reynaud – tél : 01 53 91 21 71**

[**julie.reynaud@cnsa.fr**](mailto:julie.reynaud@cnsa.fr)

**Direction du Financement de l’offre**

**Objet : Notification des concours définitifs de la CNSA destinés au financement de l’APA et de la PCH – Exercice 2022**

Pièces jointes (tableaux) :

Concours APA 1ère part et quote-part COM/définitif

Concours APA 2nde part et échéancier d’acomptes/définitif

Concours PCH et quote-part COM/définitif

Copies : Monsieur le président de l’ADF

Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs de l’administration : DGCS, DGCL, DSS, DB, DGFiP

Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département

Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

La présente notification a pour objet de vous informer de la répartition entre les départements des concours définitifs de la CNSA au titre de l’allocation personnalisée d’autonomie (APA 1 et APA 2) et de la prestation de compensation du handicap (PCH) pour l’année 2022.

# Évolution juridique

**PCH parentalité** : en application du décret n° 2020-1826 du 31 décembre 2020 relatif à l'amélioration de la prestation de compensation du handicap, depuis le 1er janvier 2021, les parents en situation de handicap peuvent bénéficier d’aides supplémentaires dans le cadre de la PCH : un forfait mensuel pour le financement d’aide humaine et un forfait ponctuel pour le financement d’aides techniques.   
La CNSA compense cette prestation versée par les départements par une enveloppe de 200 M€ (§ 2) intégrée au concours PCH.

# Répartition des soldes des concours APA et PCH 2022

## Plafonnement des concours indiqué à l’articleL. 223-9[[1]](#footnote-1)

Le montant global du concours APA (APA 1+ APA 2) est limité à 7,70 % des contributions suivantes : contribution de solidarité pour l'autonomie (CSA), contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) et une fraction du produit de la contribution sociale généralisée (CSG). Pour 2022, ce montant total s’élève ainsi à 2 637 667 160,99 €.

Le montant du concours APA 2 est limité à 61,4 % du produit de la CASA. Pour l’exercice 2022,   
ce montant plafond s’élève à 472 587 301,85 €. Comme l’an passé, ce plafond est atteint en 2022.   
Le montant du concours APA1 s’élève ainsi pour 2022 à 2 165 079 859,14 €.

Le montant du concours PCH est limité à 2,00 % des contributions CSA, CASA et d’une fraction du produit de la CSG. Pour 2022, ce montant s’élève à 885 108 353,50 €.

## Solde du concours au titre de l’APA1

En 2022, le montant prévisionnel du concours annuel inscrit au budget initial de la CNSA était de 2 024,75 M€. Le montant total des acomptes, équivalent à 90 % de ce concours prévisionnel, s’est élevé à **1 822,28 M€**.

Le montant des produits et des charges enregistrés à la clôture des comptes de la CNSA pour l’exercice 2022, entrant dans le calcul du concours définitif de l’APA 1, aboutit au montant total du concours au titre de l’APA 1 de **2 165,08 M€[[2]](#footnote-2)**. Le solde du concours 2022 à verser en septembre 2023 s’élève donc à **342,8 M€**.

La réception de l’ensemble des pièces prévues par l’article R. 178-13 a permis, conformément aux dispositions de l’article R. 178-7, de procéder à la répartition du concours définitif dû au titre de l’année 2022 entre chaque département, puis au calcul du solde à verser.

La répartition est d’abord effectuée en actualisant les quatre critères retenus pour cette opération, c’est-à-dire : la part relative de la population départementale de plus de 75 ans, la part relative de la dépense d’APA départementale, le potentiel fiscal et la part relative des bénéficiaires du RSA.

Le solde du concours est ensuite déterminé pour chaque département par différence entre, d’une part, le montant du concours définitif réparti au prorata des quatre critères actualisés, dans le respect de la « clause de garantie », et le montant des acomptes versés en 2022 d’autre part.

Pour mémoire, l’article L. 223-11 garantit à chaque département que sa dépense nette d’APA, après déduction des concours APA 1 et APA 2, n’excède pas un pourcentage de son potentiel fiscal[[3]](#footnote-3).   
C’est la première part du concours des départements concernés qui est ensuite majorée ou minorée par l’application de la garantie.

## Solde du concours au titre de l’APA2

Le montant prévisionnel du concours annuel a été fixé pour 2022, conformément à l’article R. 178-12, sur la base du montant définitif du concours APA 2 attribué au titre de l’avant-dernière année, soit 2020.   
Par conséquent, le concours prévisionnel APA 2 pour 2022 s’est établi à 466,17 M€. Le montant total des acomptes, équivalent à 90 % de ce concours prévisionnel, s’est élevé sur cette base à **419,5 M€**.

La réception de l’ensemble des pièces prévues par l’article R. 178-13 a permis, conformément aux dispositions de l’article R178-14, de procéder à la répartition du concours définitif dû au titre de l’année 2022 entre chaque département puis au calcul du solde à verser.

Le montant définitif du concours APA 2 est déterminé selon les dispositions de l’article R. 178-8, par la différence entre le montant des dépenses France entière d’APA à domicile 2015 et celui des dépenses France entière d’APA à domicile de l’année de répartition (2022), augmentées de 25,65 M€, dans la limite de la ressource affectée à sa compensation, soit **472,59 M€.**

La répartition entre les départements est effectuée au prorata de la part de chaque département dans la charge nouvelle résultant des dispositions de la loi d’adaptation de la société au vieillissement (ASV) relatives à la revalorisation des plafonds APA et la modification des règles de participation financière de leurs bénéficiaires (précisé à l’annexe 2.10 du code de l’action sociale et des familles). Le solde du concours attribué à chaque département résulte de la différence entre le montant définitif ainsi calculé et le montant des acomptes versés en 2022, soit **53,1 M€**.

## Solde du concours au titre de la PCH

En 2022, le montant prévisionnel du concours annuel inscrit au budget initial était de 846,99 M€. Le montant total des acomptes correspondant à 90 % de ce concours s’est élevé à **762,29 M€**.

Le montant des produits et des charges enregistrés à la clôture des comptes de la CNSA pour l’exercice 2022 entrant dans le calcul du concours et l’ajout de l’enveloppe dédiée à la PCH parentalité de 200 M€ aboutissent à un montant définitif de concours de la PCH de **885,11 M€**. Le solde du concours 2022 à verser en septembre 2023 s’élève donc à **122,82 M€**.

La réception de l’ensemble des pièces prévues par l’article R. 178-5 a permis la répartition du concours définitif, conformément aux dispositions de l’article R. 178-1.

La répartition est d’abord effectuée en actualisant les critères retenus pour cette opération, c’est-à-dire : la part relative de la population départementale d’âge actif, la part relative des bénéficiaires de diverses prestations de solidarité en rapport avec le handicap (AAH, AEEH, pensions d’invalidité, PCH et ACTP), ainsi que le potentiel fiscal du département.

Le solde du concours est ensuite déterminé pour chaque département en effectuant la différence entre, d’une part, le montant du concours définitif réparti au prorata des critères actualisés, dans le respect d’une « clause de garantie » identique au concours APA, et le montant des acomptes versés en 2022 d’autre part.

Vous trouverez les tableaux de répartition définitive des trois concours en pièces jointes à cette   
notification.

# Modalités de versement des soldes

Pour les trois concours APA 1, APA 2 et PCH, si le solde est positif, il fait l’objet d’un versement complémentaire par la CNSA. Dans le cas d’un solde négatif, son montant sera repris sur les acomptes 2023 versés après l’envoi de la notification et éventuellement sur les acomptes suivants, dans la limite d’une année après celle de répartition des soldes (articles R. 178-6 et R. 178-14).

# Délais de recours

Le présent document est contestable pendant deux mois à compter de sa date de notification. Le recours éventuel est à adresser à la directrice de la CNSA. En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

La présente note ainsi que les tableaux de répartition sont publiés sur le site internet de la CNSA, Rubrique « Budget et Financement », « Concours aux départements », « Concours APA (ou PCH) », Documents à télécharger : « Notification des concours définitifs 2022 ».

La direction du financement de l’offre de la CNSA est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d’information complémentaire.

Virginie Magnant

***SIGNÉ***

# CONCOURS DÉFINITIFS APA – première part et seconde part ANNÉE 2022

| **DÉPARTEMENT** | **Montant du concours APA 1** | **Acomptes**  **versés par la CNSA** | **Solde à**  **Verser/**  **reprendre** | **Montant du concours APA 2** | **Acomptes versés par la CNSA** | **Solde à verser/reprendre** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **01 AIN** | 16 145 895,16 | 13 485 000 | **2 660 895** | 2 882 783 | 2 556 000 | **326 783** |
| **02 AISNE** | 20 514 164,38 | 17 816 000 | **2 698 164** | 5 198 460 | 4 620 000 | **578 460** |
| **03 ALLIER** | 18 681 827,92 | 16 432 000 | **2 249 828** | 3 071 817 | 2 724 000 | **347 817** |
| **04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** | 7 181 740,32 | 6 278 000 | **903 740** | 1 559 538 | 1 380 000 | **179 538** |
| **05 HAUTES-ALPES** | 5 529 697,64 | 4 756 000 | **773 698** | 1 228 727 | 1 092 000 | **136 727** |
| **06 ALPES-MARITIMES** | 36 914 371,58 | 32 379 000 | **4 535 372** | 9 735 298 | 8 640 000 | **1 095 298** |
| **07 ARDÈCHE** | 15 372 764,34 | 12 930 000 | **2 442 764** | 2 882 783 | 2 556 000 | **326 783** |
| **08 ARDENNES** | 11 680 425,28 | 9 926 000 | **1 754 425** | 3 071 817 | 2 724 000 | **347 817** |
| **09 ARIÈGE** | 7 866 222,80 | 6 659 000 | **1 207 223** | 1 370 503 | 1 212 000 | **158 503** |
| **10 AUBE** | 12 176 153,39 | 10 356 000 | **1 820 153** | 2 835 524 | 2 520 000 | **315 524** |
| **11 AUDE** | 19 227 028,56 | 15 894 000 | **3 333 029** | 2 741 006 | 2 436 000 | **305 006** |
| **12 AVEYRON** | 16 194 301,93 | 13 470 000 | **2 724 302** | 3 071 817 | 2 724 000 | **347 817** |
| **13 BOUCHES-DU-RHÔNE** | 66 864 254,11 | 57 940 000 | **8 924 254** | 13 374 221 | 11 868 000 | **1 506 221** |
| **14 CALVADOS** | 24 700 407,66 | 20 738 000 | **3 962 408** | 6 427 187 | 5 700 000 | **727 187** |
| **15 CANTAL** | 8 690 464,38 | 7 540 000 | **1 150 464** | 1 465 021 | 1 296 000 | **169 021** |
| **16 CHARENTE** | 17 170 104,69 | 14 405 000 | **2 765 105** | 3 071 817 | 2 724 000 | **347 817** |
| **17 CHARENTE-MARITIME** | 29 902 728,12 | 25 232 000 | **4 670 728** | 5 103 943 | 4 536 000 | **567 943** |
| **18 CHER** | 13 853 416,89 | 12 023 000 | **1 830 417** | 2 693 748 | 2 388 000 | **305 748** |
| **19 CORRÈZE** | 11 735 363,55 | 9 959 000 | **1 776 364** | 2 457 454 | 2 184 000 | **273 454** |
| **20 COLLECTIVITÉ DE CORSE** | 17 106 085,67 | 14 371 000 | **2 735 086** | 5 009 425 | 4 452 000 | **557 425** |
| **21 CÔTE-D’OR** | 17 089 231,22 | 14 427 000 | **2 662 231** | 3 166 335 | 2 808 000 | **358 335** |
| **22 CÔTES –**  **D’ARMOR** | 29 043 001,48 | 24 437 000 | **4 606 001** | 3 591 663 | 3 192 000 | **399 663** |
| **23 CREUSE** | 14 192 261,75 | 13 435 000 | **757 262** | 1 559 538 | 1 380 000 | **179 538** |
| **24 DORDOGNE** | 23 641 135,60 | 19 872 000 | **3 769 136** | 3 213 594 | 2 856 000 | **357 594** |
| **25 DOUBS** | 17 764 579,48 | 14 827 000 | **2 937 579** | 4 631 356 | 4 116 000 | **515 356** |
| **26 DRÔME** | 19 640 200,73 | 16 446 000 | **3 194 201** | 3 497 146 | 3 108 000 | **389 146** |
| **27 EURE** | 17 941 144,91 | 14 488 000 | **3 453 145** | 3 638 922 | 3 228 000 | **410 922** |
| **28 EURE-ET-LOIR** | 13 884 180,07 | 11 862 000 | **2 022 180** | 2 646 489 | 2 352 000 | **294 489** |
| **29 FINISTÈRE** | 36 270 179,02 | 31 285 000 | **4 985 179** | 6 001 859 | 5 328 000 | **673 859** |
| **30 GARD** | 30 123 208,60 | 25 080 000 | **5 043 209** | 6 379 929 | 5 664 000 | **715 929** |
| **31 HAUTE-GARONNE** | 37 522 034,94 | 31 752 000 | **5 770 035** | 11 814 683 | 10 488 000 | **1 326 683** |
| **32 GERS** | 11 145 016,61 | 9 827 000 | **1 318 017** | 2 126 643 | 1 884 000 | **242 643** |
| **33 GIRONDE** | 48 126 281,94 | 40 355 000 | **7 771 282** | 13 515 997 | 12 000 000 | **1 515 997** |
| **34 HÉRAULT** | 48 786 260,57 | 41 602 000 | **7 184 261** | 13 988 584 | 12 420 000 | **1 568 584** |
| **35 ILLE-ET-VILAINE** | 33 846 198,76 | 28 379 000 | **5 467 199** | 5 340 237 | 4 740 000 | **600 237** |
| **36 INDRE** | 11 457 112,01 | 10 068 000 | **1 389 112** | 1 843 090 | 1 632 000 | **211 090** |
| **37 INDRE ET LOIRE** | 22 507 024,59 | 19 057 000 | **3 450 025** | 3 308 111 | 2 940 000 | **368 111** |
| **38 ISÈRE** | 37 643 922,87 | 32 100 000 | **5 543 923** | 9 499 005 | 8 436 000 | **1 063 005** |
| **39 JURA** | 9 592 801,61 | 8 410 000 | **1 182 802** | 1 228 727 | 1 092 000 | **136 727** |
| **40 LANDES** | 18 195 889,19 | 15 211 000 | **2 984 889** | 3 449 887 | 3 060 000 | **389 887** |
| **41 LOIR-ET-CHER** | 14 982 936,54 | 13 057 000 | **1 925 937** | 2 693 748 | 2 388 000 | **305 748** |
| **42 LOIRE** | 30 909 906,95 | 26 818 000 | **4 091 907** | 4 206 027 | 3 732 000 | **474 027** |
| **43 HAUTE-LOIRE** | 10 014 004,08 | 8 679 000 | **1 335 004** | 1 181 468 | 1 044 000 | **137 468** |
| **44 LOIRE-ATLANTIQUE** | 37 695 586,02 | 31 369 000 | **6 326 586** | 4 820 390 | 4 284 000 | **536 390** |
| **45 LOIRET** | 21 528 564,39 | 18 760 000 | **2 768 564** | 6 190 894 | 5 496 000 | **694 894** |
| **46 LOT** | 11 545 639,83 | 9 709 000 | **1 836 640** | 2 410 195 | 2 136 000 | **274 195** |
| **47 LOT-ET-GARONNE** | 17 090 738,07 | 14 441 000 | **2 649 738** | 3 119 076 | 2 772 000 | **347 076** |
| **48 LOZÈRE** | 3 818 100,74 | 3 380 000 | **438 101** | 378 070 | 336 000 | **42 070** |
| **49 MAINE-ET-LOIRE** | 28 586 441,32 | 24 394 000 | **4 192 441** | 2 410 195 | 2 136 000 | **274 195** |
| **50 MANCHE** | 20 608 123,36 | 17 176 000 | **3 432 123** | 3 166 335 | 2 808 000 | **358 335** |
| **51 MARNE** | 15 789 759,44 | 13 242 000 | **2 547 759** | 2 741 006 | 2 436 000 | **305 006** |
| **52 HAUTE-MARNE** | 7 859 343,19 | 6 692 000 | **1 167 343** | 1 228 727 | 1 092 000 | **136 727** |
| **53 MAYENNE** | 11 500 751,31 | 10 258 000 | **1 242 751** | 945 175 | 840 000 | **105 175** |
| **54 MEURTHE-ET-MOSELLE** | 24 827 065,64 | 21 435 000 | **3 392 066** | 5 434 754 | 4 824 000 | **610 754** |
| **55 MEUSE** | 7 134 839,33 | 6 261 000 | **873 839** | 992 433 | 876 000 | **116 433** |
| **56 MORBIHAN** | 32 756 950,35 | 27 071 000 | **5 685 950** | 4 725 873 | 4 200 000 | **525 873** |
| **57 MOSELLE** | 30 540 679,89 | 25 977 000 | **4 563 680** | 7 136 068 | 6 336 000 | **800 068** |
| **58 NIÈVRE** | 11 224 269,95 | 9 817 000 | **1 407 270** | 1 937 608 | 1 716 000 | **221 608** |
| **59 NORD** | 79 047 928,79 | 66 152 000 | **12 895 929** | 14 791 983 | 13 128 000 | **1 663 983** |
| **60 OISE** | 19 332 301,45 | 15 322 000 | **4 010 301** | 3 922 475 | 3 480 000 | **442 475** |
| **61 ORNE** | 14 547 859,55 | 12 407 000 | **2 140 860** | 2 315 678 | 2 052 000 | **263 678** |
| **62 PAS-DE-CALAIS** | 54 972 915,50 | 48 089 000 | **6 883 916** | 16 351 521 | 14 520 000 | **1 831 521** |
| **63 PUY-DE-DÔME** | 21 945 266,43 | 19 225 000 | **2 720 266** | 4 867 649 | 4 320 000 | **547 649** |
| **64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** | 28 542 512,19 | 23 721 000 | **4 821 512** | 5 529 271 | 4 908 000 | **621 271** |
| **65 HAUTES-PYRÉNÉES** | 13 307 225,86 | 11 341 000 | **1 966 226** | 3 544 405 | 3 144 000 | **400 405** |
| **66 PYRÉNÉES-ORIENTALES** | 24 011 352,07 | 19 523 000 | **4 488 352** | 4 773 132 | 4 236 000 | **537 132** |
| **67-68 Collectivité européenne d’Alsace** | 52 600 368,53 | 44 281 000 | **8 319 369** | 12 854 375 | 11 412 000 | **1 442 375** |
| **69 RHÔNE** | 13 084 599,65 | 11 438 000 | **1 646 600** | 3 166 335 | 2 808 000 | **358 335** |
| **69 MÉTROPOLE DE LYON** | 32 841 997,72 | 28 296 000 | **4 545 998** | 9 451 746 | 8 388 000 | **1 063 746** |
| **70 HAUTE-SAÔNE** | 9 086 205,49 | 7 547 000 | **1 539 205** | 1 228 727 | 1 092 000 | **136 727** |
| **71 SAÔNE-ET-LOIRE** | 26 214 102,57 | 23 189 000 | **3 025 103** | 4 253 286 | 3 780 000 | **473 286** |
| **72 SARTHE** | 21 188 788,56 | 18 424 000 | **2 764 789** | 2 835 524 | 2 520 000 | **315 524** |
| **73 SAVOIE** | 10 832 941,70 | 9 458 000 | **1 374 942** | 3 024 559 | 2 688 000 | **336 559** |
| **74 HAUTE-SAVOIE** | 14 454 710,80 | 12 302 000 | **2 152 711** | 4 820 390 | 4 284 000 | **536 390** |
| **75 PARIS** | 0,00 | 696 000 | **-696 000** | 16 257 003 | 14 436 000 | **1 821 003** |
| **76 SEINE-MARITIME** | 40 391 729,52 | 34 849 000 | **5 542 730** | 11 814 683 | 10 488 000 | **1 326 683** |
| **77 SEINE-ET-MARNE** | 22 203 802,72 | 18 870 000 | **3 333 803** | 6 521 705 | 5 784 000 | **737 705** |
| **78 YVELINES** | 19 072 115,80 | 16 713 000 | **2 359 116** | 7 466 879 | 6 624 000 | **842 879** |
| **79 DEUX-SÈVRES** | 15 871 336,46 | 13 900 000 | **1 971 336** | 1 843 090 | 1 632 000 | **211 090** |
| **80 SOMME** | 19 934 861,39 | 17 023 000 | **2 911 861** | 5 434 754 | 4 824 000 | **610 754** |
| **81 TARN** | 19 609 257,28 | 17 028 000 | **2 581 257** | 3 638 922 | 3 228 000 | **410 922** |
| **82 TARN-ET-GARONNE** | 10 944 650,79 | 9 397 000 | **1 547 651** | 2 221 160 | 1 968 000 | **253 160** |
| **83 VAR** | 44 459 931,77 | 37 461 000 | **6 998 932** | 11 672 906 | 10 368 000 | **1 304 906** |
| **84 VAUCLUSE** | 19 629 106,35 | 16 703 000 | **2 926 106** | 3 638 922 | 3 228 000 | **410 922** |
| **85 VENDÉE** | 26 268 290,19 | 21 457 000 | **4 811 290** | 2 126 643 | 1 884 000 | **242 643** |
| **86 VIENNE** | 17 932 678,32 | 15 051 000 | **2 881 678** | 2 126 643 | 1 884 000 | **242 643** |
| **87 HAUTE-VIENNE** | 16 844 142,61 | 14 458 000 | **2 386 143** | 3 497 146 | 3 108 000 | **389 146** |
| **88 VOSGES** | 15 041 044,58 | 12 409 000 | **2 632 045** | 1 937 608 | 1 716 000 | **221 608** |
| **89 YONNE** | 14 383 138,87 | 12 247 000 | **2 136 139** | 2 126 643 | 1 884 000 | **242 643** |
| **90 TERRITOIRE DE BELFORT** | 5 114 140,06 | 4 427 000 | **687 140** | 1 228 727 | 1 092 000 | **136 727** |
| **91 ESSONNE** | 21 459 111,35 | 17 733 000 | **3 726 111** | 5 387 495 | 4 788 000 | **599 495** |
| **92 HAUTS-DE-SEINE** | 3 900 597,18 | 4 345 000 | **-444 403** | 7 892 208 | 7 008 000 | **884 208** |
| **93 SEINE–SAINT-DENIS** | 26 693 551,32 | 22 828 000 | **3 865 551** | 10 538 697 | 9 360 000 | **1 178 697** |
| **94 VAL-DE-MARNE** | 24 494 057,50 | 20 561 000 | **3 933 058** | 8 553 830 | 7 596 000 | **957 830** |
| **95 VAL-D’OISE** | 18 171 186,85 | 15 447 000 | **2 724 187** | 6 049 117 | 5 376 000 | **673 117** |
| **971 GUADELOUPE** | 18 435 444,44 | 15 055 000 | **3 380 444** | 3 355 370 | 2 976 000 | **379 370** |
| **972 MARTINIQUE** | 20 279 108,78 | 18 238 000 | **2 041 109** | 3 449 887 | 3 060 000 | **389 887** |
| **973 GUYANE** | 3 950 657,20 | 3 410 000 | **540 657** | 236 294 | 204 000 | **32 294** |
| **974 RÉUNION** | 64 093 423,44 | 34 028 000 | **30 065 423** | 5 954 600 | 5 292 000 | **662 600** |
| **975 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON** | 244 964,90 | 132 000 | **112 965** | 47 259 | 36 000 | **11 259** |
| **976 MAYOTTE** | 4 241 028,02 | 2 316 000 | **1 925 028** | 283 552 | 252 000 | **31 552** |
| **977 SAINT-BARTHÉLEMY** | 189 882,49 | 134 000 | **55 882** | 47 259 | 36 000 | **11 259** |
| **978 SAINT-MARTIN** | 882 757,38 | 600 000 | **282 757** | 94 517 | 84 000 | **10 517** |
| **TOTAL** | **2 165 079 859,14** | **1 822 276 000** | **342 803 859** | **472 587 302** | **419 484 000** | **53 103 302** |

# CONCOURS PCH ANNÉE 2022/DÉFINITIF

| **DÉPARTEMENT** | **Montant du concours PCH** | **Acomptes versés par la CNSA** | **Solde final à verser/reprendre** |
| --- | --- | --- | --- |
| **01 AIN** | 7 540 504 | 6 388 000 | **1 152 504** |
| **02 AISNE** | 7 372 980 | 6 476 000 | **896 980** |
| **03 ALLIER** | 4 803 688 | 4 239 000 | **564 688** |
| **04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** | 2 154 437 | 1 842 000 | **312 437** |
| **05 HAUTES-ALPES** | 1 848 171 | 1 618 000 | **230 171** |
| **06 ALPES-MARITIMES** | 11 840 966 | 10 148 000 | **1 692 966** |
| **07 ARDÈCHE** | 4 244 867 | 3 646 000 | **598 867** |
| **08 ARDENNES** | 3 832 149 | 3 413 000 | **419 149** |
| **09 ARIÈGE** | 2 100 281 | 1 815 000 | **285 281** |
| **10 AUBE** | 4 207 105 | 3 692 000 | **515 105** |
| **11 AUDE** | 6 342 734 | 5 318 000 | **1 024 734** |
| **12 AVEYRON** | 4 132 936 | 3 570 000 | **562 936** |
| **13 BOUCHES-DU-RHÔNE** | 29 549 198 | 25 899 000 | **3 650 198** |
| **14 CALVADOS** | 8 847 863 | 7 557 000 | **1 290 863** |
| **15 CANTAL** | 2 001 996 | 1 749 000 | **252 996** |
| **16 CHARENTE** | 4 632 586 | 3 961 000 | **671 586** |
| **17 CHARENTE-MARITIME** | 8 595 348 | 7 153 000 | **1 442 348** |
| **18 CHER** | 4 797 165 | 4 097 000 | **700 165** |
| **19 CORRÈZE** | 2 744 080 | 2 498 000 | **246 080** |
| **20 COLLECTIVITÉ DE CORSE** | 5 487 377 | 4 840 000 | **647 377** |
| **21 CÔTE-D’OR** | 7 097 442 | 6 127 000 | **970 442** |
| **22 CÔTES-D’ARMOR** | 7 262 444 | 6 307 000 | **955 444** |
| **23 CREUSE** | 1 737 954 | 1 532 000 | **205 954** |
| **24 DORDOGNE** | 5 185 805 | 4 407 000 | **778 805** |
| **25 DOUBS** | 7 204 601 | 6 191 000 | **1 013 601** |
| **26 DRÔME** | 7 156 498 | 6 063 000 | **1 093 498** |
| **27 EURE** | 8 569 092 | 7 556 000 | **1 013 092** |
| **28 EURE-ET-LOIR** | 5 457 005 | 4 425 000 | **1 032 005** |
| **29 FINISTÈRE** | 13 089 282 | 10 496 000 | **2 593 282** |
| **30 GARD** | 9 430 837 | 8 243 000 | **1 187 837** |
| **31 HAUTE-GARONNE** | 21 177 532 | 17 753 000 | **3 424 532** |
| **32 GERS** | 3 017 772 | 2 585 000 | **432 772** |
| **33 GIRONDE** | 24 483 789 | 20 939 000 | **3 544 789** |
| **34 HÉRAULT** | 17 278 626 | 14 813 000 | **2 465 626** |
| **35 ILLE-ET-VILAINE** | 14 427 330 | 12 665 000 | **1 762 330** |
| **36 INDRE** | 3 152 891 | 2 702 000 | **450 891** |
| **37 INDRE ET LOIRE** | 7 280 857 | 6 094 000 | **1 186 857** |
| **38 ISÈRE** | 19 075 580 | 16 435 000 | **2 640 580** |
| **39 JURA** | 3 640 396 | 3 102 000 | **538 396** |
| **40 LANDES** | 4 754 063 | 4 057 000 | **697 063** |
| **41 LOIR-ET-CHER** | 4 332 688 | 3 836 000 | **496 688** |
| **42 LOIRE** | 10 985 233 | 9 511 000 | **1 474 233** |
| **43 HAUTE-LOIRE** | 3 575 341 | 3 560 000 | **15 341** |
| **44 LOIRE-ATLANTIQUE** | 19 019 230 | 16 297 000 | **2 722 230** |
| **45 LOIRET** | 8 326 765 | 6 720 000 | **1 606 765** |
| **46 LOT** | 2 298 024 | 2 006 000 | **292 024** |
| **47 LOT-ET-GARONNE** | 4 424 617 | 3 724 000 | **700 617** |
| **48 LOZÈRE** | 1 389 028 | 1 198 000 | **191 028** |
| **49 MAINE-ET-LOIRE** | 10 715 724 | 9 217 000 | **1 498 724** |
| **50 MANCHE** | 7 054 136 | 5 832 000 | **1 222 136** |
| **51 MARNE** | 7 374 991 | 6 292 000 | **1 082 991** |
| **52 HAUTE-MARNE** | 2 645 924 | 2 312 000 | **333 924** |
| **53 MAYENNE** | 4 131 896 | 3 527 000 | **604 896** |
| **54 MEURTHE-ET-MOSELLE** | 9 911 702 | 8 667 000 | **1 244 702** |
| **55 MEUSE** | 2 324 974 | 2 154 000 | **170 974** |
| **56 MORBIHAN** | 9 124 834 | 7 983 000 | **1 141 834** |
| **57 MOSELLE** | 13 012 140 | 11 193 000 | **1 819 140** |
| **58 NIÈVRE** | 3 041 734 | 2 860 000 | **181 734** |
| **59 NORD** | 39 139 121 | 34 766 000 | **4 373 121** |
| **60 OISE** | 12 220 540 | 10 440 000 | **1 780 540** |
| **61 ORNE** | 3 605 163 | 3 213 000 | **392 163** |
| **62 PAS-DE-CALAIS** | 21 988 557 | 18 931 000 | **3 057 557** |
| **63 PUY-DE-DÔME** | 8 552 351 | 7 256 000 | **1 296 351** |
| **64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** | 9 405 633 | 8 032 000 | **1 373 633** |
| **65 HAUTES-PYRÉNÉES** | 3 521 493 | 3 019 000 | **502 493** |
| **66 PYRÉNÉES-ORIENTALES** | 6 961 367 | 6 005 000 | **956 367** |
| **67-68 Collectivité européenne d’Alsace** | 23 825 462 | 20 718 000 | **3 107 462** |
| **69 RHÔNE** | 5 335 106 | 4 686 000 | **649 106** |
| **69 MÉTROPOLE DE LYON** | 19 414 727 | 16 704 000 | **2 710 727** |
| **70 HAUTE-SAÔNE** | 2 853 881 | 2 566 000 | **287 881** |
| **71 SAÔNE-ET-LOIRE** | 8 061 063 | 6 451 000 | **1 610 063** |
| **72 SARTHE** | 7 684 308 | 6 065 000 | **1 619 308** |
| **73 SAVOIE** | 4 634 533 | 4 105 000 | **529 533** |
| **74 HAUTE-SAVOIE** | 9 459 074 | 8 209 000 | **1 250 074** |
| **75 PARIS** | 18 756 585 | 16 576 000 | **2 180 585** |
| **76 SEINE-MARITIME** | 16 999 946 | 14 429 000 | **2 570 946** |
| **77 SEINE-ET-MARNE** | 17 770 736 | 15 174 000 | **2 596 736** |
| **78 YVELINES** | 15 290 047 | 13 093 000 | **2 197 047** |
| **79 DEUX-SÈVRES** | 5 036 168 | 4 426 000 | **610 168** |
| **80 SOMME** | 8 103 338 | 6 913 000 | **1 190 338** |
| **81 TARN** | 5 366 297 | 4 719 000 | **647 297** |
| **82 TARN-ET-GARONNE** | 3 779 194 | 3 607 000 | **172 194** |
| **83 VAR** | 13 655 423 | 11 894 000 | **1 761 423** |
| **84 VAUCLUSE** | 6 841 748 | 5 836 000 | **1 005 748** |
| **85 VENDÉE** | 8 598 629 | 8 106 000 | **492 629** |
| **86 VIENNE** | 5 390 191 | 4 581 000 | **809 191** |
| **87 HAUTE-VIENNE** | 4 978 597 | 4 455 000 | **523 597** |
| **88 VOSGES** | 4 296 510 | 3 796 000 | **500 510** |
| **89 YONNE** | 4 763 868 | 4 170 000 | **593 868** |
| **90 TERRITOIRE DE BELFORT** | 1 739 783 | 1 531 000 | **208 783** |
| **91 ESSONNE** | 15 010 771 | 13 372 000 | **1 638 771** |
| **92 HAUTS-DE-SEINE** | 14 985 350 | 13 117 000 | **1 868 350** |
| **93 SEINE–SAINT-DENIS** | 22 579 463 | 18 966 000 | **3 613 463** |
| **94 VAL-DE-MARNE** | 16 386 743 | 14 198 000 | **2 188 743** |
| **95 VAL-D’OISE** | 14 325 241 | 12 460 000 | **1 865 241** |
| **971 GUADELOUPE** | 6 447 265 | 5 702 000 | **745 265** |
| **972 MARTINIQUE** | 6 293 036 | 5 382 000 | **911 036** |
| **973 GUYANE** | 3 322 944 | 2 607 000 | **715 944** |
| **974 RÉUNION** | 14 536 139 | 11 989 000 | **2 547 139** |
| **975 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON** | 115 367 | 104 000 | **11 367** |
| **976 MAYOTTE** | 1 367 056 | 191 000 | **1 176 056** |
| **977 SAINT-BARTHÉLEMY** | 108 648 | 92 000 | **16 648** |
| **978 SAINT-MARTIN** | 355 683 | 340 000 | **15 683** |
| **TOTAL** | **885 108 354** | **762 292 000** | **122 816 354** |

1. Sauf indication contraire, les articles mentionnés dans cette note font référence au code de la Sécurité sociale, suite à la publication du décret n° 2023-980 du 2 juillet 2023 relatif à la mise en œuvre de la cinquième branche du régime général de la sécurité sociale relative à l'autonomie. [↑](#footnote-ref-1)
2. Compte tenu du plafond mentionné ci-dessus, le montant du concours APA1 est déterminé par l’opération suivante : 2 637 667 160,99 € (montant plafond des concours APA1 et APA2) - 472 587 301,85 € (montant plafonnée APA 2) = 2 165 079 859,14 €. [↑](#footnote-ref-2)
3. Taux de 30 % fixé par arrêté en date du 16 novembre 2006, conformément aux dispositions de l’article R. 178-10 [↑](#footnote-ref-3)